

WHC/2 Révisé
(janvier 1984)

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE

COMITE INTERGOUVERNEMENTAL POUR LA PROTECTION
DU PATRIMOINE MONDIAL CULTUREL ET NATUREL

Orientations devant guider la mise en oeuvre de la
Convention du patrimoine mondial

Table des matières

Nos paragraphes

INTRODUCTION	1-5
I. ETABLISSEMENT DE LA LISTE DU PATRIMOINE MONDIAL	
A. Principes généraux	6
B. Indications aux Etats parties concernant les propositions d'inscription sur la Liste	7-19
C. Critères relatifs à l'inscription des biens culturels sur la Liste du patrimoine mondial	20-22
D. Critères relatifs à l'inscription des biens naturels sur la Liste du patrimoine mondial	23-25
E. Procédure d'exclusion éventuelle de biens de la Liste du patrimoine mondial	26-34
F. Orientations pour l'évaluation et l'examen des propositions d'inscription	35-40
G. Forme et contenu des propositions d'inscription	41-42
H. Procédure et calendrier pour le traitement des propositions d'inscription	43-44
II. ETABLISSEMENT DE LA LISTE DU PATRIMOINE MONDIAL EN PERIL	
A. Orientations pour l'inscription de biens sur la Liste du patrimoine mondial en péril	45-46
B. Critères pour l'inscription d'un bien sur la Liste du patrimoine mondial en péril	47-51
C. Procédure pour l'inscription de biens sur la Liste du patrimoine mondial en péril	52-59
III. ASSISTANCE INTERNATIONALE	
A. Différentes formes d'assistance disponible au titre du Fonds du patrimoine mondial:	
i) Assistance préparatoire	60-61
ii) Assistance d'urgence	62-63
iii) Bourses	64-68
iv) Coopération technique	69-78
v) Réunions régionales	79
B. Ordre de priorité pour l'octroi d'une assistance internationale	80-82
C. Accord à conclure avec les Etats bénéficiaires d'une assistance internationale	83-85
D. Mise en oeuvre des projets	86

	<u>Nos paragraphes</u>
IV. FONDS DU PATRIMOINE MONDIAL	87-89
V. EQUILIBRE ENTRE LE PATRIMOINE CULTUREL ET LE PATRIMOINE NATUREL DANS LA MISE EN OEUVRE DE LA CONVENTION	90
VI. AUTRES QUESTIONS	
A. Utilisation de l'emblème du patrimoine mondial et du nom, du symbole ou de la représentation des sites du patrimoine mondial	91-94
B. Règlement intérieur du Comité	95
C. Réunions du Comité du patrimoine mondial	96
D. Publication de la Liste du patrimoine mondial	97-98
E. Action au niveau national pour la promotion et la sensibilisation aux actions entreprises au titre de la Convention	99

INTRODUCTION

1. Le patrimoine culturel et naturel fait partie des biens inestimables et irremplaçables non seulement de chaque nation mais de l'humanité tout entière. La perte, par suite de dégradation ou de disparition, de l'un quelconque de ces biens éminemment précieux constitue un appauvrissement du patrimoine de tous les peuples du monde. On peut reconnaître, en raison de leurs remarquables qualités, une valeur universelle exceptionnelle à certains des éléments de ce patrimoine qui, à ce titre, méritent d'être tout spécialement protégés contre les dangers croissants qui les menacent.

2. Afin de remédier à cette situation critique et d'assurer le mieux possible l'identification, la protection, la conservation et la mise en valeur adéquates de ce patrimoine mondial irremplaçable, les Etats membres de l'Unesco ont adopté en 1972 la Convention concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel, ci-après dénommée "la Convention". Celle-ci, qui complète sans leur faire concurrence les programmes nationaux de conservation du patrimoine, prévoit l'établissement d'un "Comité du patrimoine mondial", ainsi que la constitution d'un "Fonds du patrimoine mondial". Le Fonds et le Comité ont été créés en 1976.

3. Le Comité du patrimoine mondial, ci-après dénommé "le Comité", a trois fonctions essentielles :

- (i) identifier, sur la base des propositions d'inscription soumises par les Etats parties, les biens culturels et naturels de valeur universelle exceptionnelle qui seront protégés au titre de la Convention et inscrire ces biens sur la "Liste du patrimoine mondial";
- (ii) décider quels biens parmi ceux inscrits sur la Liste du patrimoine mondial sont à inclure sur la Liste du patrimoine mondial en péril" (seuls les biens dont la sauvegarde exige de grands travaux et qui ont fait l'objet d'une demande d'assistance au titre de la Convention peuvent être considérés);
- (iii) déterminer les moyens et les conditions les plus appropriés d'utilisation des ressources du Fonds du patrimoine mondial pour aider, dans toute la mesure du possible, les Etats parties à sauvegarder leurs biens de valeur universelle exceptionnelle.

4. Les orientations énoncées ci-dessous ont été préparées dans le but de porter à la connaissance des Etats parties à la Convention les principes devant guider l'action du Comité lors de l'établissement de la Liste du patrimoine mondial et de la Liste du patrimoine mondial en péril ainsi que lors de l'octroi d'assistance internationale au titre du Fonds du patrimoine mondial. Ces orientations donnent également des informations sur diverses questions de procédure concernant la mise en oeuvre de la Convention.

5. Le Comité est pleinement conscient du fait que ses décisions doivent être fondées sur des considérations aussi objectives et scientifiques que possible et que toute évaluation faite en son nom doit être effectuée de manière approfondie et avec toute la compétence nécessaire. Il reconnaît que des décisions objectives et pondérées dépendent :

- de critères soigneusement établis,
- de procédures soigneusement élaborées,
- d'une évaluation faite par des experts qualifiés et comportant, le cas échéant, l'appel à des expertises complémentaires.

Ces orientations ont été élaborées dans ce but.

I. ETABLISSEMENT DE LA LISTE DU PATRIMOINE MONDIAL

A. Principes généraux

6. Le Comité a décidé qu'il serait guidé par les principes généraux suivants lors de l'établissement de la Liste du patrimoine mondial :

- (i) La Convention prévoit la protection des biens culturels et naturels (1) considérés comme étant de valeur universelle exceptionnelle. Son but n'est pas de protéger tous les biens importants, de grande valeur ou intérêt, mais seulement un certain nombre des plus exceptionnels d'entre eux dans une perspective internationale. La valeur universelle exceptionnelle des biens culturels et naturels est définie aux articles 1 et 2 de la Convention. Le Comité interprète ces définitions en se référant à deux séries de critères : une applicable aux biens culturels et une applicable aux biens naturels. Les critères adoptés par le Comité à cette fin sont énoncés aux paragraphes 20 à 25 ci-après.
- (ii) Les critères relatifs à l'inscription des biens sur la Liste du patrimoine mondial ont été élaborés en vue de permettre au Comité d'apprécier en toute indépendance la valeur intrinsèque d'un bien en faisant abstraction de toute autre considération (y compris la nécessité d'une coopération technique).

(1) cf. les définitions de "patrimoine culturel" et de "patrimoine naturel" figurant aux articles 1 et 2 de la Convention et reproduites aux paragraphes 20 et 23 ci-dessous.

- (iii) Des efforts seront déployés afin d'éviter tout déséquilibre entre les biens du patrimoine culturel et les biens du patrimoine naturel inscrits sur la Liste.
- (iv) L'inscription de biens culturels et naturels sur la Liste du patrimoine mondial se fera progressivement et ni le nombre total des biens inscrits sur la Liste, ni le nombre de biens dont chaque Etat pourra successivement proposer l'inscription ne seront limités.
- (v) Lorsqu'un bien a subi une détérioration entraînant la perte des caractéristiques qui avaient déterminé son inscription sur la Liste du patrimoine mondial, la procédure relative à l'exclusion éventuelle du bien de la Liste s'appliquera. Cette procédure est décrite aux paragraphes 26 à 34 ci-dessous.

B. Indications aux Etats parties concernant les propositions d'inscription sur la Liste

7. Afin de permettre au Comité de juger dans un contexte le plus large possible de la valeur universelle exceptionnelle de chaque bien proposé pour inscription sur la Liste, chaque Etat partie devrait, dans la mesure du possible, soumettre au Comité une liste indicative qui constitue "l'inventaire" des biens culturels et naturels situés sur son territoire et qu'il considère susceptibles d'être inscrits sur la Liste du patrimoine mondial aux termes de l'article 11 de la Convention. Cette liste devrait comprendre, pour chaque bien, les renseignements suivants :

- le nom du bien,
- la situation géographique du bien,
- une brève description du bien,
- une brève justification de la valeur universelle exceptionnelle du bien en fonction des critères figurant aux articles 20 à 25 ci-dessous (y compris une évaluation comparative par rapport à des biens du même type tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des frontières de l'Etat concerné).

Les biens naturels devraient être groupés par provinces biogéographiques et les biens culturels par périodes ou par aires culturelles. Cette liste qui n'a pas nécessairement à être exhaustive, devrait comprendre les biens que l'Etat a l'intention de proposer au cours des 5 à 10 prochaines années.

8. Chaque Etat partie est invité à proposer, autant que possible sur la base de la Liste précitée, des biens culturels et naturels situés sur son territoire qu'il considère comme ayant une valeur universelle exceptionnelle, pour inscription sur la Liste du patrimoine mondial.

9. Le principe fondamental stipulé dans la Convention est que les biens proposés doivent être de valeur universelle exceptionnelle. Les biens proposés devraient, par conséquent, être soigneusement sélectionnés. Les critères, en fonction desquels le Comité fait son évaluation des biens, sont énoncés aux paragraphes 20 à 25 ci-dessous.

10. Chaque proposition d'inscription devrait être présentée sous la forme d'une explication raisonnée sur l'imprimé approprié (voir paragraphe 41 ci-après) et devrait fournir toutes les informations pertinentes afin de démontrer que le bien proposé est véritablement de "valeur universelle exceptionnelle". Chaque proposition d'inscription devrait comporter la documentation nécessaire à son évaluation, y compris des cartes et des diapositives appropriées et tout autre matériel graphique nécessaire.

11. Lorsqu'ils proposent des biens pour inscription sur la Liste, les Etats parties sont invités à garder présent à l'esprit qu'il est souhaitable d'atteindre un équilibre raisonnable entre les biens du patrimoine culturel et ceux du patrimoine naturel sur la Liste du patrimoine mondial.

12. Le Comité souhaite que des discussions informelles aient lieu entre l'Etat partie, le Secrétariat et l'ONG concernée, chaque fois que cela semble utile pour conseiller l'Etat partie au sujet d'une proposition d'inscription.

13. Dans le cas où un bien culturel et/ou naturel, qui répond aux critères adoptés par le Comité, s'étend au-delà des frontières d'un seul pays, il est conseillé aux Etats parties concernés de présenter une proposition d'inscription commune.

14. Lorsque la conservation adéquate d'un bien culturel ou naturel proposé le rend nécessaire, une "zone tampon" appropriée devrait être prévue autour du bien et devrait faire l'objet de toutes les protections nécessaires. Une zone tampon peut être définie comme une zone autour du bien qui influe sur son état physique et/ou sur la manière dont il est perçu; de telles zones tampons devraient être déterminées pour chaque cas sur la base d'études techniques. Des détails concernant l'étendue et les caractéristiques de la zone tampon, ainsi qu'une carte indiquant ses délimitations exactes, devraient être fournis dans le dossier de proposition d'inscription relative au bien.

15. Conformément à l'esprit de la Convention, les Etats parties devraient, dans la mesure du possible, s'efforcer d'inclure dans leurs propositions d'inscription des biens dont la valeur universelle exceptionnelle dérive d'une symbiose particulièrement importante de caractéristiques culturelles et naturelles.

16. Les Etats parties peuvent proposer pour une inscription unique une série de biens culturels qui peuvent être séparés géographiquement, à condition qu'ils soient reliés entre eux parce qu'ils appartiennent :

- (i) à un même groupe historico-culturel ou
- (ii) à un même type de bien caractéristique de la zone géographique,

et à condition que ce soit la série en tant que telle et non ses éléments constitutifs pris individuellement, qui revête une valeur universelle exceptionnelle.

17. Lorsqu'une série de biens culturels, telle qu'elle est définie au paragraphe 16, comprend des biens situés sur le territoire de plus d'un Etat partie à la Convention, les Etats parties concernés peuvent, d'un commun accord, proposer conjointement une inscription unique.

18. Il est recommandé aux Etats parties de préparer des plans adaptés aux ressources du pays concerné pour la gestion de tout bien naturel ou pour la sauvegarde de tout bien culturel proposé. Lors de la présentation d'une demande de coopération technique il faudrait fournir toutes les informations pertinentes sur ces plans.

19. Lorsque les qualités intrinsèques d'un bien proposé sont menacées par l'action de l'homme et que ce bien satisfait néanmoins aux critères énoncés aux paragraphes 20 à 25, un plan d'action définissant les mesures correctives requises devrait être soumis avec le dossier de proposition d'inscription. Si les mesures correctives proposées par l'Etat concerné n'étaient pas prises dans le laps de temps indiqué par cet Etat, le Comité examinerait la question de l'exclusion du bien de la Liste selon la procédure qu'il a adoptée.

C. Critères relatifs à l'inscription des biens culturels sur la Liste du patrimoine mondial

20. Les critères d'inscription des biens culturels sur la Liste du patrimoine mondial doivent toujours être considérés les uns par rapport aux autres et dans le contexte des définitions figurant à l'article 1 de la Convention reproduit ci-dessous:

"les monuments : oeuvres architecturales, de sculpture ou de peinture monumentales, éléments ou structures de caractère archéologique, inscriptions, grottes et groupes d'éléments, qui ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue de l'histoire, de l'art ou de la science,

les ensembles : groupes de constructions isolées ou réunies, qui, en raison de leur architecture, de leur unité, ou de leur intégration dans le paysage, ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue de l'histoire, de l'art ou de la science,

les sites : oeuvres de l'homme ou oeuvres conjuguées de l'homme et de la nature, ainsi que les zones y compris les sites archéologiques qui ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue historique, esthétique, ethnologique ou anthropologique."

21. Un monument, un ensemble ou un site - tels qu'ils sont définis ci-dessus - proposé pour inscription sur la Liste du patrimoine mondial sera considéré comme ayant une valeur universelle exceptionnelle aux fins de la Convention lorsque le Comité considère que ce bien répond à l'un au moins des critères ci-après et au critère d'authenticité. En conséquence, tout bien devrait :

- a) (i) soit représenter une réalisation artistique unique, un chef-d'oeuvre de l'esprit créateur de l'homme;
- (ii) soit avoir exercé une influence considérable pendant une période donnée ou dans une aire culturelle déterminée, sur le développement de l'architecture, des arts monumentaux ou de l'organisation de l'espace;
- (iii) soit apporter un témoignage unique ou du moins exceptionnel sur une civilisation disparue;

- (iv) soit offrir un exemple éminent d'un type de construction ou d'ensemble architectural illustrant une période historique significative;
- (v) soit constituer un exemple éminent d'un habitat humain traditionnel, représentatif d'une culture, et devenu vulnérable sous l'effet de mutations irréversibles;
- (vi) soit être directement et matériellement associé à des événements ou des idées ou croyances ayant une signification universelle exceptionnelle; (le Comité considère que ce critère ne devrait justifier une inscription sur la Liste que dans des circonstances exceptionnelles, ou lorsqu'il est appliqué concurremment avec d'autres critères),

et

- b) répondre au critère d'authenticité pour ce qui de sa conception, ses matériaux, son exécution ou son environnement (le Comité a souligné que la reconstruction n'est acceptable que si elle s'appuie sur une documentation complète et détaillée de l'original et si elle n'est aucunement conjecturale).

22. Les propositions d'inscription concernant des biens immobiliers, susceptibles de devenir mobiliers, ne seront pas prises en considération.

D. Critères relatifs à l'inscription de biens naturels sur la Liste du patrimoine mondial

23. Conformément à l'article 2 de la Convention, sont considérés comme "patrimoine naturel":

"les monuments naturels constitués par des formations physiques et biologiques ou par des groupes de telles formations qui ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue esthétique ou scientifique,

les formations géologiques et physiographiques et les zones strictement délimitées constituant l'habitat d'espèces animale et végétale menacées, qui ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue de la science ou de la conservation,

les sites naturels ou les zones naturelles strictement délimitées, qui ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue de la science, de la conservation ou de la beauté naturelle."

24. Un bien du patrimoine naturel -tel qu'il est défini précédemment-proposé pour inscription sur la Liste du patrimoine mondial sera considéré comme ayant une valeur universelle exceptionnelle aux fins de la Convention lorsque le Comité considère que ce bien répond au moins à l'un des critères ci-après et aux conditions d'intégrité énoncées ci-dessous. En conséquence, les biens proposés devront :

- (i) être des exemples éminemment représentatifs des grands stades de l'évolution de la terre; ou
- (ii) être des exemples éminemment représentatifs des processus géologiques en cours, de l'évolution biologique et de l'interaction entre l'homme et son environnement naturel ayant une grande signification. Cette catégorie est distincte de celle des périodes de l'histoire de la terre et se rapporte aux processus d'évolution en cours des plantes, des animaux, des formes de terrain, des zones marines et d'eau douce; ou
- (iii) représenter des phénomènes, formations ou particularités naturels éminemment remarquables, tels que les exemples par excellence des écosystèmes les plus importants, des paysages d'une exceptionnelle beauté ou de remarquables fusions d'éléments naturels et culturels; ou
- (iv) contenir les habitats naturels les plus importants et les plus représentatifs ou survivent des espèces animales ou végétales menacées ayant une valeur universelle exceptionnelle du point de vue de la science ou de la conservation.

25. Outre les critères précités, les sites doivent répondre aux conditions d'intégrité suivantes :

- (i) Les sites décrits au paragraphe 24 (i) devraient contenir la totalité ou la plupart des éléments principaux connexes et interdépendants dans leurs rapports naturels; ainsi, une zone de "l'ère glaciaire" devrait comprendre le champ de neige, le glacier lui-même ainsi que les formes typiques d'érosion glaciaire, de dépôts et de colonisation végétale (striations, moraines, premiers stades de la succession des plantes, etc.).
- (ii) Les sites décrits au paragraphe 24 (ii) devraient être assez étendus et contenir les éléments nécessaires à l'illustration des principaux aspects de ces processus ainsi qu'à leur reproduction autonome. C'est ainsi qu'une zone de "forêt tropicale humide" devrait présenter une certaine variation d'altitude par rapport au niveau de la mer, des modifications de la topographie et des types de sol, des berges de rivières ou bras morts de cours d'eau afin d'illustrer la diversité et la complexité du système.
- (iii) Les sites décrits au paragraphe 24 (iii) devraient comprendre les composantes d'écosystèmes nécessaires à la conservation des espèces ou à la continuité des processus ou éléments naturels à sauvegarder. Ces éléments varieront selon les cas; ainsi, la zone protégée d'une chute d'eau devrait inclure la totalité ou la plus grande partie du bassin qui, en amont, l'alimente; un site de récif de corail devrait inclure une zone de protection contre le dépôt de sédiments ou la pollution que peuvent provoquer l'écoulement des rivières ou les courants océaniques qui apportent au récif ses aliments.
- (iv) Les sites contenant des espèces menacées telles que celles décrites au paragraphe 24 (iv) devraient être assez étendus et comprendre les éléments d'habitat indispensables à la survie des espèces.

- (v) Dans le cas des espèces migratoires, des aires saisonnières nécessaires à la survie des espèces, quelle que soit leur localisation, devraient être protégées de façon adéquate. Le Comité doit recevoir l'assurance que les mesures nécessaires seront prises pour assurer que les espèces soient protégées de manière adéquate tout au long de leur vie. Des accords conclus à cette fin, soit par l'adhésion à des conventions internationales, soit sous la forme d'arrangements multilatéraux ou bilatéraux donneraient cette garantie.

E. Procédure d'exclusion éventuelle de biens de la Liste du patrimoine mondial

26. Le Comité a adopté la procédure suivante pour l'exclusion de biens de la Liste du patrimoine mondial dans les cas :

- (i) où un bien se serait détérioré jusqu'à perdre les caractéristiques qui avaient déterminé son inscription sur la Liste du patrimoine mondial; et
- (ii) où les qualités intrinsèques d'un bien du patrimoine mondial étaient déjà, au moment de sa proposition, menacées par l'action de l'homme et que les mesures correctives nécessaires indiquées par l'Etat partie n'auraient pas été prises dans le laps de temps proposé.

27. Lorsqu'un bien inscrit sur la Liste du patrimoine mondial s'est sérieusement détérioré ou lorsque les mesures correctives nécessaires n'ont pas été prises dans le laps de temps proposé, l'Etat partie sur le territoire duquel est situé ce bien devrait en informer le Secrétariat du Comité.

28. Lorsque le Secrétariat reçoit des informations en ce sens d'une autre source que l'Etat partie concerné, il lui appartiendra de vérifier, dans la mesure du possible, la source et le contenu des informations, en consultation avec l'Etat partie concerné dont il demandera les commentaires. Le Secrétariat informera le Président du Comité des résultats de ses démarches et il appartiendra au Président de décider si une action doit être entreprise à la suite des informations reçues. Aucune action ne sera entreprise si le Président en décide ainsi.

29. Dans tous les cas, sauf ceux dans lesquels le Président a décidé qu'aucune action ne serait entreprise, le Secrétariat demandera à la ou aux organisation(s) consultative(s) compétente(s) (ICOMOS, UICN ou ICCROM) de présenter des commentaires sur les informations reçues.

30. Les informations reçues ainsi que les commentaires de l'Etat partie et de la ou des organisation(s) consultative(s) seront portés à l'attention du Bureau du Comité. Le Bureau pourra prendre l'une des mesures suivantes :

- (a) il pourra décider que le bien ne s'est pas sérieusement détérioré et qu'aucune action ultérieure ne devrait être entreprise;

- (b) si le Bureau considère que le bien s'est sérieusement détérioré mais pas au point que sa restauration soit devenue impossible, il peut recommander au Comité que le bien soit maintenu sur la Liste, à condition que l'Etat partie prenne les mesures nécessaires afin de le restaurer dans un laps de temps raisonnable. Le Bureau peut également recommander qu'une assistance technique soit fournie au titre du Fonds du patrimoine mondial pour des travaux en rapport avec la restauration du bien, si l'Etat partie en fait la demande;
- (c) en cas d'évidence de détérioration du bien au point où il a irréversiblement perdu les caractéristiques ayant déterminé son inscription sur la Liste, le Bureau peut recommander que le Comité retire ce bien de la Liste; avant la présentation d'une telle recommandation au Comité, le Secrétariat informera l'Etat partie concerné de la recommandation du Bureau; tout commentaire que l'Etat partie pourrait formuler à cet égard sera porté à la connaissance du Comité en même temps que la recommandation du Bureau;
- (d) lorsqu'il n'y a pas suffisamment d'informations disponibles pour que le Bureau puisse prendre l'une des mesures décrites en (a), (b) ou (c) ci-dessus, le Bureau peut recommander au Comité que le Secrétariat soit autorisé à prendre les mesures nécessaires afin de s'informer -en consultation avec l'Etat partie concerné- des conditions actuelles du bien, des dangers encourus par le bien et de la possibilité d'une restauration adéquate de ce bien. Le Secrétariat présentera au Bureau un rapport sur les résultats de cette action; de telles mesures peuvent comprendre l'envoi d'une mission d'enquête ou la consultation de spécialistes. Au cas où une action d'urgence serait nécessaire, le Bureau pourra lui-même autoriser le financement au titre du Fonds du patrimoine mondial de l'assistance d'urgence s'avérant nécessaire.

31. Le Comité examinera la recommandation du Bureau, ainsi que toutes les informations disponibles et prendra une décision. Une telle décision sera, conformément à l'article 13 (8) de la Convention, prise par une majorité des deux tiers des membres présents et votants. Le Comité ne devra pas décider du retrait d'un bien sans avoir au préalable consulté l'Etat partie.

32. L'Etat partie sera informé de la décision du Comité.

33. Si la décision du Comité entraîne une modification de la Liste du patrimoine mondial, cette modification sera reflétée dans la prochaine mise à jour de la Liste. Les raisons de tout retrait de la Liste figureront aussi dans cette publication.

34. En adoptant cette procédure, le Comité était particulièrement soucieux de s'assurer que toutes les mesures seraient prises afin d'empêcher l'exclusion de tout bien de la Liste et il était prêt à offrir, dans la mesure du possible, une coopération technique à cet égard. En outre, le Comité souhaite attirer l'attention des Etats parties sur les prescriptions de l'article 4 de la Convention ainsi énoncées :

"Chacun des Etats parties à la présente Convention reconnaît que l'obligation d'assurer l'identification, la protection, la conservation, la mise en valeur et la transmission aux générations futures du patrimoine culturel et naturel visé aux articles 1 et 2 et situé sur son territoire, lui incombe au premier chef..."

A cet égard, le Comité recommande aux Etats parties de coopérer avec l'UICN, qu'il a chargée de suivre en son nom le progrès des travaux entrepris pour la conservation des sites naturels inscrits sur la Liste du patrimoine mondial.

F. Orientations pour l'évaluation et l'examen des propositions d'inscription

35. La Liste du patrimoine mondial doit être aussi représentative que possible de tous les biens culturels et naturels dont la valeur universelle exceptionnelle répond aux termes de la Convention et aux critères relatifs aux biens culturels et naturels adoptés par le Comité (voir paragraphes 20 à 25 ci-dessus).

36. Chaque bien culturel -y compris son état de conservation- devrait être apprécié d'une manière relative, c'est-à-dire qu'il devrait être comparé à d'autres biens de la même époque et du même type situés aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur des frontières de l'Etat partie.

37. Chaque site naturel devrait être apprécié d'une manière relative, c'est-à-dire qu'il devrait être comparé à d'autres sites du même type se trouvant aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Etat partie, appartenant à la même région biogéographique ou à la même route migratoire.

38. En outre, l'ICOMOS et l'IUCN devraient prêter une attention toute particulière aux points suivants lors de l'évaluation et de l'examen des propositions d'inscription :

- a) les deux ONGs sont invitées à être aussi strictes que possible dans leurs évaluations;
- b) les modalités de l'évaluation professionnelle réalisée par l'ICOMOS et l'IUCN devraient être décrites avec tous les détails appropriés lorsque la proposition d'inscription est présentée;
- c) L'ICOMOS est invitée à faire des évaluations comparatives de biens appartenant au même type;
- d) l'IUCN est invitée à faire des commentaires et des recommandations au sujet de l'intégrité et de la gestion future de chaque bien recommandé par le Bureau pour inscription, lorsque ce bien est présenté au Comité;
- e) l'ONG concernée est encouragée à présenter des diapositives sur les biens recommandés pour inscription sur la Liste du patrimoine mondial pendant les discussions préliminaires avant l'examen des propositions d'inscription.

39. Les représentants d'un Etat partie, membre ou non du Comité, ne doivent pas intervenir pour appuyer l'inscription sur la Liste d'un bien dont cet Etat propose l'inscription, mais seulement pour fournir des informations en réponse aux questions qui leur sont posées.

40. Les caractéristiques pour lesquelles un bien particulier est inscrit sur la Liste du patrimoine mondial seront brièvement énoncées dans les rapports du Comité sur la base de textes proposés à cet effet par l'ICOMOS et l'IUCN.

G. Forme et contenu des propositions d'inscription

41. Le même imprimé qui a été approuvé par le Comité, est utilisé pour la soumission de propositions d'inscription de biens culturels et naturels. Les informations et la documentation suivantes doivent être fournies : (La documentation spécifique à fournir avec des propositions d'inscription d'ensembles ou de sites figure au sous-paragraphe (f) ci-dessous.)

(a) Localisation précise

Pays
Etat, province ou région
Nom du bien
Cartes et plans portant indication de l'emplacement des biens ainsi que leurs coordonnées géographiques.

(b) Statut juridique

Propriétaire
Statut juridique :

- . type de propriété (publique ou privée)
- . détails concernant les mesures de protection d'ordre juridique et administratif prises ou envisagées en vue de la conservation du bien
- . état d'occupation et accessibilité au grand public.

Administration responsable.

(c) Identification

Description et inventaire
Documentation photographique et/ou cinématographique (1)
Historique
Bibliographie

(d) Etat de préservation/de conservation

Diagnostic
Agent responsable de la préservation/conservation
Historique de la préservation/conservation
Moyens de préservation/conservation (y compris les plans de gestion ou les propositions concernant de tels plans)
Plans de développement pour la région

(1) Une sélection de diapositives originales en couleur (faites de préférence avec une pellicule Kodachrome), les droits de reproduction non exclusifs étant cédés à l'Unesco sur le formulaire prévu à cet effet qui est joint au formulaire de proposition d'inscription.

(e) Justification de l'inscription sur la Liste du patrimoine mondial

Toutes les informations pertinentes devraient être fournies afin de démontrer que le bien proposé est d'une valeur universelle exceptionnelle en fonction des critères adoptés par le Comité. La justification devrait comprendre une évaluation comparative des biens du même type ou ayant des caractéristiques similaires qui se trouvent dans d'autres pays.

(f) Documentation spécifique à fournir avec des propositions d'inscription d'ensembles ou de sites

S'il s'agit d'une proposition d'inscription d'un ensemble ou d'un site comme ceux décrits au paragraphe 20 ci-dessus (1) la documentation spécifique et les données juridiques suivantes doivent être fournies :

(i) Documentation cartographique

La documentation doit comporter trois cartes :

- une carte de situation (avec éventuellement en annexe une série de plans topographiques) du bien et de son environnement immédiat, naturel et bâti.

Echelle : entre 1/50.000 et 1/100.000

Date d'actualisation : au plus un an avant la remise du dossier

- une carte délimitant exactement le périmètre proposé pour l'inscription du bien et comportant l'indication précise des monuments énumérés dans la proposition d'inscription. Le bien proposé peut être d'un seul tenant ou au contraire comporter plusieurs noyaux séparés. En ce cas, le périmètre de chacun de ces noyaux doit être précisé et la nature de la protection des zones intermédiaires définie.

Echelle : entre 1/5.000 et 1/25.000

- une carte délimitant les zones correspondant aux différents degrés de protection juridique qui pourraient exister :
 - à l'intérieur du périmètre du bien proposé
 - à l'extérieur du périmètre du bien proposé

Echelle : entre 1/5.000 et 1/25.000.

(1) par exemple :

- centre urbain, village, rue, place ou autre ensemble architectural urbain ou rural ou site archéologique ou
- une série de biens culturels géographiquement dispersés, mais qui sont représentatifs d'un même type de bien décrit au paragraphe 16 ci-dessus.

(ii) Documentation photographique (1)

Cette documentation comportera :

- une vue aérienne
- des vues des monuments énumérés dans la proposition d'inscription (intérieur et extérieur)
- des vues panoramiques prises de l'extérieur du périmètre proposé et dans différentes directions (skyline)
- des vues prises à l'intérieur du périmètre proposé et donnant une idée précise du paysage urbain (townscape)
- une sélection de diapositives originales en couleur (faites, de préférence avec une pellicule Kodachrome) les droits de reproduction non exclusifs étant cédés à l'Unesco sur le formulaire prévu à cet effet qui est joint au formulaire de proposition d'inscription.

Eventuellement, tout document audiovisuel.

(iii) Documentation complémentaire

Institutions ou associations attachées à l'étude ou à la sauvegarde du site :

- dans le pays
- hors du pays

(iv) Dispositif juridique

- lois ou décrets sur la protection des sites et monuments (date et texte)
- décrets ou arrêtés protégeant le bien proposé (date et texte)
- plan de sauvegarde, plan d'occupation des sols, plan de développement urbain, plan de développement régional ou autres projets d'infrastructure
- règlements d'urbanisme et arrêtés découlant de ces plans.

(1) Tous les documents photographiques devront être actuels. Prises de vue un an, au maximum, avant la constitution du dossier.

Ces diverses dispositions juridiques empêchent-elles :

- l'exploitation incontrôlée du sous-sol
- la démolition et la reconstruction des immeubles existants dans les zones protégées
- la surélévation des immeubles
- la transformation du tissu urbain

Quelles sont les sanctions prévues en cas d'infraction ?

Existe-t-il des mesures juridiques ou autres favorisant la revitalisation du bien concerné dans le respect de son authenticité historique et de sa diversité sociale ?

(v) Cadre administratif

- Administration responsable :
 - à l'échelon national ou fédéral
 - à l'échelon des Etats ou provinces fédérées
 - à l'échelon régional
 - à l'échelon local.

42. Chaque proposition d'inscription devrait être accompagnée d'un résumé de deux pages qui sera traduit et reproduit par le Secrétariat pour être distribué à tous les Etats parties à la Convention.

H. Procédure et calendrier pour le traitement des propositions d'inscription

43. Le calendrier annuel ci-dessous a été fixé par le Comité pour la réception et le traitement des propositions d'inscription sur la Liste du patrimoine mondial. Il faut souligner cependant que le processus de proposition de biens en vue de leur inscription sur la Liste du patrimoine mondial est continu. Des propositions d'inscription sur la Liste peuvent être soumises à tout moment de l'année. Celles reçues à la date du 1er janvier d'une année donnée sont examinées au cours de cette même année. Celles qui parviennent au Secrétariat après le 1er janvier d'une année donnée seront examinées l'année suivante.

1er janvier

Date limite de réception par le Secrétariat des propositions d'inscription qui seront traitées pendant l'année.

Avant le 1er avril

Le Secrétariat :

- 1) enregistre chaque proposition d'inscription; il en vérifie la provenance et le contenu;
- 2) transmet les propositions d'inscription à l'organisation internationale appropriée (ICOMOS, UICN) qui
 - a) examine chaque dossier pour vérifier si les informations et les documents fournis sont complets et prend, si nécessaire, en coopération avec le Secrétariat, les mesures appropriées afin d'obtenir des données supplémentaires et
 - b) établit une évaluation professionnelle de chaque proposition d'inscription en fonction des critères adoptés par le Comité et transmet cette évaluation au Secrétariat, qui la transmet à son tour aux membres du Bureau du Comité.
- 3) traduit et reproduit les résumés des propositions d'inscription dans les langues de travail du Comité.

Courant mai

Le Secrétariat fait parvenir aux membres du Bureau les résumés des propositions d'inscription.

juin

Le Bureau examine les propositions d'inscription et prépare ses recommandations à l'intention du Comité.

juin-juillet

Les résumés des propositions d'inscription et les recommandations du Bureau sont communiqués par le Secrétariat dès que possible après la réunion du Bureau à tous les Etats parties intéressés, ainsi que les justifications des biens recommandés pour inscription sur la Liste du patrimoine mondial.

août-septembre

Le Secrétariat s'efforce d'obtenir des Etats parties intéressés les renseignements complémentaires demandés par le Bureau et les transmet à l'ICOMOS, à l'IUCN et aux membres du Comité.

octobre-décembre

Le Comité examine sur la base de toutes les informations présentées par les Etats parties les propositions d'inscription qui :

- a) sont recommandées par le Bureau pour inscription sur la Liste du patrimoine mondial;
- b) sont définitivement non recommandées pour inscription sur la Liste;
- c) soulèvent des problèmes d'application des critères;

et décide quels biens sont à inscrire sur la Liste.

Il convient de noter que le Comité n'examine pas les propositions lorsque :

- a) les dates limites de soumission n'ont pas été respectées;
- b) il n'a pas été possible de compléter leur évaluation;
- c) il est évident que la documentation jointe était incomplète ou inadéquate.

décembre

Le Secrétariat fait parvenir à tous les Etats parties à la Convention le rapport de la réunion du Comité contenant l'ensemble des décisions prises par celui-ci.

44. Les dates limites normales pour la soumission et le traitement des propositions d'inscription ne s'appliquent pas dans le cas de biens qui, de l'avis du Bureau, après consultation de l'organisation non gouvernementale compétente, répondraient incontestablement aux critères d'inscription sur la Liste du patrimoine mondial et qui ont subi des dommages par suite de catastrophes dues à des événements naturels ou à l'action de l'homme. De telles propositions d'inscription seront traitées d'urgence.

II. ETABLISSEMENT DE LA LISTE DU PATRIMOINE MONDIAL EN PERIL

A. Orientations pour l'inscription de biens sur la Liste du patrimoine mondial en péril

45. Aux termes de l'Article 11, paragraphe 4 de la Convention :

"Le Comité établit, met à jour et diffuse, chaque fois que les circonstances l'exigent, sous le nom de "liste du patrimoine mondial en péril", une liste des biens figurant sur la liste du patrimoine mondial pour la sauvegarde desquels de grands travaux sont nécessaires et pour lesquels une assistance a été demandée aux termes de la présente Convention. Cette liste contient une

estimation du coût des opérations. Ne peuvent figurer sur cette liste que des biens du patrimoine culturel et naturel qui sont menacés de dangers graves et précis, tels que menace de disparition due à une dégradation accélérée, projets de grands travaux publics ou privés, rapide développement urbain et touristique, destruction due à des changements d'utilisation ou de propriété de la terre, altérations profondes dues à une cause inconnue, abandon pour des raisons quelconques, conflit armé venant ou menaçant d'éclater, calamités et cataclysmes, grands incendies, séismes, glissements de terrain, éruptions volcaniques, modification du niveau des eaux, inondations, raz de marée. Le Comité peut, à tout moment, en cas d'urgence, procéder à une nouvelle inscription sur la Liste du patrimoine mondial en péril et donner à cette inscription une diffusion immédiate."

46. Le Comité peut inscrire un bien sur la Liste du patrimoine mondial en péril lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- (i) le bien concerné figure sur la Liste du patrimoine mondial;
- (ii) le bien est menacé par des dangers graves et précis;
- (iii) de grands travaux sont nécessaires pour la sauvegarde de ce bien;
- (iv) ce bien a fait l'objet d'une demande d'assistance aux termes de la Convention;
- (v) il est présenté une estimation du coût des opérations.

B. Critères pour l'inscription d'un bien sur la Liste du patrimoine mondial en péril

47. Un bien du patrimoine mondial - répondant à la définition des Articles 1 et 2 de la Convention - peut être inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en péril par le Comité s'il juge que la situation de ce bien correspond au moins à l'un des critères dans l'un ou l'autre des cas décrits ci-dessous.

48. Dans le cas de biens culturels

i) PERIL PROUVE - Le bien est menacé par un danger prouvé, précis et imminent, tel que :

- a) altération grave des matériaux;
- b) altération grave des structures et/ou du décor;
- c) altération grave de la cohérence architecturale et urbanistique;
- d) altération grave de l'espace urbain ou rural, ou de l'environnement naturel;
- e) perte significative de l'authenticité historique;
- f) dénaturation grave de la signification culturelle.

ii) MISE EN PERIL - Le bien est confronté à des menaces graves qui pourraient avoir des effets nuisibles sur ses caractéristiques essentielles, menaces telles que :

- a) modification du statut juridique du bien, de nature à diminuer le degré de protection;
- b) carence d'une politique de conservation;
- c) menaces du fait de projets d'aménagement du territoire;
- d) menaces du fait de plans d'urbanisme;
- e) conflit armé venant ou menaçant d'éclater;
- f) changements progressifs dus à des facteurs géologiques ou climatiques, ou à d'autres facteurs du milieu naturel.

49. Dans le cas de biens naturels

i) PERIL PROUVE - Le bien est menacé par un danger prouvé, précis et imminent, tel que :

- a) un déclin sérieux dans la population des espèces en danger ou des autres espèces d'une valeur universelle exceptionnelle pour la protection desquelles le bien concerné a été juridiquement établi, déclin dû soit à des facteurs naturels, tels que la maladie, ou à des facteurs humains, tels que le braconnage.
- b) Une grave altération de la beauté naturelle ou de l'intérêt scientifique du bien, résultant par exemple d'un établissement humain, de la construction de réservoirs d'eau entraînant la submersion d'une surface importante du bien, d'aménagements industriels et agricoles tels que : grands travaux publics ou privés, exploitation minière, pollution, emploi d'insecticides ou d'engrais, exploitation des forêts, collecte de bois de chauffage, etc...
- c) L'empiètement d'établissements humains sur les limites ou en amont de biens dont ils menacent l'intégrité.

ii) MISE EN PERIL - Le bien est confronté à des menaces graves qui pourraient avoir des effets nuisibles sur ses caractéristiques essentielles, menaces telles que :

- a) modification du statut juridique protégeant le bien;
- b) projets de réinstallation de populations ou de développement, concernant le bien lui-même, ou ainsi situés que leurs conséquences menacent le bien;
- c) conflit armé venant ou menaçant d'éclater;
- d) plan de gestion manquant, inadéquat ou incomplètement mis en oeuvre.

50. De plus, le ou les facteurs qui menacent l'intégrité du bien doivent être de ceux qui sont susceptibles d'être corrigés par l'intervention de l'homme. Dans le cas des biens culturels, les facteurs de danger peuvent être dus soit à la nature, soit à l'action de l'homme, tandis que dans le cas des biens naturels la plupart des facteurs émanent de l'homme et il est très rare qu'un facteur d'origine naturelle (comme une épidémie) menace l'intégrité d'un bien. Dans certains cas, les facteurs menaçant l'intégrité d'un bien peuvent être améliorés par des actions administratives ou législatives, telles que l'annulation d'un grand projet de travaux publics ou l'amélioration du statut juridique du bien.

51. Le Comité pourrait souhaiter retenir les facteurs supplémentaires suivants pour l'examen d'une proposition d'inscription d'un bien culturel ou naturel sur la Liste du patrimoine mondial en péril :

- a) Des décisions dont les conséquences affectent des biens du patrimoine mondial sont prises par les gouvernements après en avoir pesé tous les facteurs. L'avis du Comité du patrimoine mondial peut souvent être décisif s'il peut être donné avant que le bien ne soit mis en péril.

- b) Dans le cas d'un "péril prouvé", en particulier, les altérations physiques ou culturelles, que le bien a subies doivent être jugées en fonction de l'intensité de leurs effets et appréciées cas par cas.
- c) Dans le cas de la "mise en péril" d'un bien, surtout, on doit considérer que :
- le risque doit être évalué en fonction de l'évolution normale du cadre social et économique dans lequel le bien se situe,
 - il est souvent impossible d'envisager toutes les conséquences que certaines menaces, telles un conflit armé, comportent pour les biens culturels et naturels,
 - certains risques ne présentent pas de caractère d'imminence mais sont seulement prévisibles, comme la croissance démographique.
- d) Enfin, dans son appréciation, le Comité devra tenir compte de toute cause, d'origine connue ou inconnue, qui mette en péril un bien culturel ou naturel.

C. Procédure pour l'inscription de biens sur la Liste du patrimoine mondial en péril

52. Lorsqu'il envisagera l'inscription d'un bien sur la Liste du patrimoine mondial en péril, le Comité établira et adoptera, en consultation avec l'Etat partie concerné, un programme de mesures correctives.

53. Afin d'élaborer le programme de mesures correctives mentionné au précédent paragraphe, le Comité demandera au Secrétariat de constater, en coopération avec l'Etat partie concerné, l'état actuel du bien, les dangers qui le menacent, et la possibilité réelle de mettre en oeuvre des mesures d'amélioration. Le Comité peut, de plus, décider d'envoyer une mission d'observateurs qualifiés de l'UICN, l'ICOMOS et l'ICCROM, ou d'autres organisations, pour visiter le bien, évaluer la nature et l'étendue des menaces et proposer les mesures à prendre.

54. Les informations recueillies, ainsi que les commentaires des Etats parties et de/ou des organisations consultées, seront portées à la connaissance du Comité par le Secrétariat.

55. Le Comité examinera les informations disponibles et prendra une décision. Toute décision de cette nature devra être prise à la majorité des deux tiers des membres du Comité, présents et votants.

56. L'état partie concerné sera informé de la décision du Comité.

57. Le Comité consacrera une part importante et déterminée du Fonds du patrimoine mondial à répondre à des demandes de financement, pour l'assistance à des biens du patrimoine mondial inscrits sur la Liste du patrimoine mondial en péril.

58. Le Comité vérifiera, à intervalles réguliers, l'état des biens figurant sur la Liste du patrimoine mondial en péril. Cet examen pourra comprendre tout programme de suivi de l'état des biens et toutes missions d'experts qui seront jugées nécessaires par le Comité.

59. Sur la base de ces examens réguliers, le Comité décidera, en consultation avec l'Etat partie concerné :

- (i) si des mesures supplémentaires sont nécessaires pour la sauvegarde du bien,
- (ii) de rayer le bien de la Liste du patrimoine mondial en péril, s'il n'est plus menacé,
- (iii) d'envisager l'exclusion du bien à la fois de la Liste du patrimoine mondial en péril et de la Liste du patrimoine mondial, si ce bien a été à tel point altéré qu'il ait perdu les caractéristiques qui avaient déterminé son inscription sur la Liste du patrimoine mondial, selon la procédure décrite aux paragraphes 26 à 34 ci-dessus.

III. ASSISTANCE INTERNATIONALE

A. Différentes formes d'assistance disponibles au titre du Fonds du patrimoine mondial

(i) Assistance préparatoire

60. Une assistance peut être accordée aux Etats parties pour la préparation :

- a) de listes indicatives des biens culturels et/ou naturels susceptibles d'être inscrits sur la Liste du patrimoine mondial;
- b) de propositions d'inscription de biens culturels et naturels sur la Liste du patrimoine mondial; et
- c) de demandes de coopération technique, y compris des requêtes relatives à l'organisation de cours de formation.

Ce type d'assistance, connu sous le nom "d'assistance préparatoire", peut prendre la forme de services de consultants, d'équipement ou, dans des cas exceptionnels, d'assistance financière. Le plafond budgétaire pour chaque projet d'assistance préparatoire est fixé à 15.000 \$.

61. Les demandes d'assistance préparatoire doivent être adressées au Secrétariat. Celui-ci les transmet au Président qui décidera, en consultation avec le Directeur général, du type et de l'étendue de l'assistance à accorder. Des formulaires de demande d'assistance préparatoire (WHC/5) peuvent être obtenus auprès du Secrétariat.

(ii) Assistance d'urgence

62. Les Etats parties peuvent demander une assistance d'urgence pour des travaux relatifs à des biens culturels et naturels inscrits ou susceptibles d'être inscrits sur la Liste du patrimoine mondial et qui ont subi des dommages graves dus à des phénomènes soudains et inattendus (tels que glissements de terrain brusques, graves incendies ou explosions, inondations) ou qui sont en danger imminent de dommages graves. L'assistance d'urgence ne concerne pas le cas où les dommages ou détériorations résultent d'un processus graduel comme l'usure, la pollution, l'érosion, etc.. Une telle assistance peut être fournie aux fins suivantes :

- a) afin de préparer d'urgence des propositions d'inscription de biens sur la Liste du patrimoine mondial;
- b) pour élaborer un plan d'urgence pour la sauvegarde d'un bien inscrit sur ou proposé pour la Liste du patrimoine mondial;
- c) pour entreprendre des mesures d'urgence pour sauvegarder un bien inscrit sur ou proposé pour la Liste du patrimoine mondial.

63. L'assistance d'urgence peut prendre les mêmes formes que l'assistance préparatoire. Les demandes seront traitées de la même façon que les demandes d'assistance préparatoire (voir paragraphe 61 ci-dessus). Des formulaires de demandes (WHC/5) peuvent être obtenus auprès du Secrétariat.

(iii) Bourses

64. Les Etats parties peuvent demander des bourses pour la formation de personnel spécialisé à tous les niveaux, dans le domaine de l'identification, la protection, la conservation et la mise en valeur du patrimoine culturel et naturel. La formation proposée devrait avoir un rapport direct avec la mise en oeuvre de la Convention du patrimoine mondial.

65. Il faut souligner que priorité sera donnée à la formation collective aux niveaux local et régional et que la formation individuelle sera limitée essentiellement à de brefs cours de recyclage.

66. Les demandes de bourse doivent être soumises sur l'imprimé standard "demande de bourse" qui est utilisé pour toutes les bourses administrées par l'Unesco. Cet imprimé peut être obtenu auprès des Commissions nationales pour l'Unesco, des bureaux de l'Unesco et des bureaux du Programme des Nations Unies pour le développement dans les Etats membres, ainsi que du Secrétariat. Chaque demande de bourse doit être accompagnée d'une déclaration indiquant le rapport qui existe entre le plan d'étude proposé et la mise en oeuvre de la Convention du patrimoine mondial dans l'Etat partie qui présente la demande.

67. Les demandes de bourse doivent être adressées au Secrétariat. Celui-ci les transmet au Président qui décidera, en consultation avec le Directeur général, du type et de la durée de la formation à accorder.

68. Lorsque la bourse aura été approuvée, un dossier complet sur le candidat devra être transmis au Secrétariat. Chaque dossier devra comprendre :

- un certificat de connaissances linguistiques délivré par un organisme reconnu par l'Unesco (British Council, Alliance française, etc.), en trois exemplaires, sur le formulaire de l'Unesco;
- un compte-rendu d'examen médical sur le formulaire de l'Unesco, dûment rempli, en un exemplaire, accompagné d'une radiographie pulmonaire de format standard;

pour les études supérieures :

- des copies conformes du dossier universitaire complet et des titres universitaires ou diplômes du candidat.

N.B. Pour les études universitaires aux Etats-Unis d'Amérique, trois lettres de recommandation sont également nécessaires.

(iv) Coopération technique

69. Les Etats parties peuvent demander une coopération technique aux fins suivantes :

- a) travaux prévus pour des projets de sauvegarde de biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial et
- b) aide à la formation de personnel spécialisé, au niveau national ou régional, conformément à l'article 23 de la Convention.

70. Les demandes de coopération technique doivent parvenir au Secrétariat avant le 1er mars de chaque année, pour être examinées par le Bureau et le Comité la même année. Les demandes reçues après cette date seront examinées par le Comité l'année suivante.

71. Toutefois ce calendrier n'est pas applicable aux projets dont le coût n'excède pas \$ 20.000 et pour lesquels la procédure simplifiée suivante sera appliquée : le Secrétariat, après instruction du dossier et après avoir reçu l'avis de l'ICCROM, de l'ICOMOS ou de l'UICN, selon le cas, transmet la demande, accompagnée de tous les autres documents pertinents, directement au Président qui est autorisé à décider du financement de tels projets jusqu'à concurrence du montant total alloué à cet effet dans le budget annuel du Fonds du patrimoine mondial.

72. Dès réception de la demande, le Secrétariat :

- enregistre la demande et s'assure qu'elle porte sur un bien inscrit sur la Liste du patrimoine mondial, ou qu'elle a pour but d'aider des centres de formation, conformément au paragraphe 69 ci-dessus;
- vérifie que cette demande correspond à l'une des formes suivantes d'assistance internationale prévues à l'article 22 de la Convention:
 - (i) études sur les problèmes artistiques, scientifiques et techniques que posent la protection, la conservation, la mise en valeur et la réanimation du patrimoine culturel et naturel, tel qu'il est défini aux paragraphes 2 et 4 de l'article 11 de la Convention;
 - (ii) mise à la disposition d'experts, de techniciens et de main-d'oeuvre qualifiée pour veiller à la bonne exécution du projet approuvé;
 - (iii) fourniture de l'équipement que l'Etat intéressé ne possède pas ou n'est pas en mesure d'acquérir;
 - (iv) prêts à faible intérêt, sans intérêt, ou qui pourraient être remboursés à long terme;
 - (v) octroi dans des cas exceptionnels et spécialement motivés, de subventions non remboursables.

73. Le cas échéant, le Secrétariat demande au pays concerné de fournir des informations supplémentaires. Ces informations devraient parvenir au Secrétariat deux mois au moins avant la session consécutive du Comité. Le Secrétariat peut également solliciter l'expertise de l'organisation concernée (ICCROM, ICOMOS, UICN).

74. Le Secrétariat présentera au Bureau une brève description des demandes de coopération technique qui portent sur un montant supérieur à \$ 20.000.

75. Lors de ses réunions, le Bureau examine les demandes qui lui sont présentées et formule des recommandations à l'intention du Comité. Le Secrétariat envoie la recommandation du Bureau à tous les Etats membres du Comité.

76. Si la recommandation est positive, le Secrétariat procède à tous les travaux préparatoires nécessaires pour permettre la mise en oeuvre immédiate de la coopération technique dès l'approbation du projet par le Comité.

77. Lors de sa réunion, le Comité se prononce sur les diverses demandes de coopération technique au vu de la recommandation du Bureau. Les décisions du Comité sont portées à la connaissance des Etats parties et le Secrétariat procède à la mise en oeuvre du projet.

78. Les demandes de coopération technique doivent contenir les renseignements suivants :

a) Projets de sauvegarde concernant des sites inscrits sur la Liste du patrimoine mondial

i) détails concernant le bien :

- date d'inscription sur la Liste du patrimoine mondial,
- description du bien et des dangers encourus,
- statut juridique du bien ;

(ii) renseignements concernant la demande :

- données scientifiques et techniques concernant les travaux à entreprendre,
- description détaillée des équipements demandés (notamment marque, modèle, voltage, etc.) et du personnel requis (spécialistes et main-d'oeuvre), etc.,
- le cas échéant, précisions sur l'élément "formation" du projet,
- calendrier indiquant les dates des activités du projet;

(iii) coût des activités envisagées :

- dépenses assumées par l'Etat,
- montant demandé au titre de la Convention,
- autres contributions multilatérales ou bilatérales reçues ou attendues, en précisant les affectations de chacune;

- (iv) Organisme national responsable du projet et détails relatifs à l'administration du projet;

s'il s'agit d'une

- b) aide à la formation de personnel spécialisé au niveau national ou régional
- (i) détails sur le cours de formation en question (cours dispensés, niveaux d'instruction, personnel enseignant, nombre d'étudiants et pays d'origine de ceux-ci, etc.);
- (ii) type d'assistance requis (détails sur le domaine de spécialisation et le niveau du personnel enseignant demandé, durée de service requise, matériel nécessaire, etc.);
- (iii) coût approximatif de l'aide demandée;
- (iv) autres contributions : financement national, contributions multilatérales ou bilatérales reçues ou attendues.
- (v) Réunions régionales

79. Le Comité est en outre d'accord pour appuyer la tenue de réunions susceptibles :

- d'aider à promouvoir l'intérêt des pays d'une région donnée pour la Convention;
- de sensibiliser les participants aux différentes questions que pose la mise en oeuvre de la Convention afin de promouvoir une participation plus active dans son application;
- de fournir l'occasion d'échanger des expériences;
- de stimuler des évaluations critiques et comparatives avant la soumission de listes indicatives et de propositions d'inscription;
- de stimuler des activités promotionnelles conjointes.

B. Ordre de priorité pour l'octroi d'une assistance internationale

80. Sans porter atteinte aux dispositions de la Convention qui seront toujours déterminantes, le Comité a décidé d'adopter, en ce qui concerne le type d'activités pouvant bénéficier d'une assistance au titre de la Convention, l'ordre de priorité suivant :

- mesures d'urgence pour sauvegarder des biens inscrits ou proposés pour inscription sur la Liste du patrimoine mondial (cf. paragraphe 62 ci-dessus);

- assistance préparatoire en vue de l'élaboration de listes indicatives de biens culturels et/ou naturels susceptibles d'être inscrits sur la Liste du patrimoine mondial, de propositions d'inscription de types de biens sous-représentés sur la Liste et de demandes de coopération technique;
- projets pouvant avoir un effet multiplicateur ("amorce financière") par ce qu'ils :
 - . suscitent un intérêt général pour la conservation;
 - . contribuent aux progrès de la recherche scientifique;
 - . contribuent à la formation d'un personnel spécialisé;
 - . suscitent des contributions provenant d'autres sources.

81. Le Comité a décidé également que les facteurs suivants devraient en principe régir ses décisions pour l'octroi d'une assistance au titre de la Convention :

- (i) urgence des travaux et des mesures de protection à prendre;
- (ii) engagement pris par l'Etat bénéficiaire sur les plans administratif, législatif et financier pour la protection et la conservation du bien en cause;
- (iii) coût du projet;
- (iv) intérêt et valeur exemplaire du projet par rapport à la recherche scientifique et au progrès des techniques de conservation économiques (ainsi, le fait de prévoir pour un projet l'emploi des nouvelles méthodes et techniques de conservation, i.e. "des projets pilotes" menés avec la plus grande économie de moyens et ayant valeur d'exemple);
- (v) valeur éducative tant pour la formation d'experts locaux que pour le public, c'est-à-dire les possibilités de formation offertes au personnel local par le projet et son effet de sensibilisation du public, non seulement dans le pays où se situe le bien, mais aussi à travers le monde entier;
- (vi) effets bénéfiques du projet sur les plans culturel et écologique;
- (vii) effets sur le plan social et économique.

82. Les biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial sont considérés comme étant de valeur égale. C'est pour cette raison que les critères proposés plus haut ne font pas référence à la valeur relative des biens. Un équilibre sera maintenu entre les fonds octroyés à des projets pour la conservation du patrimoine culturel d'une part et du patrimoine naturel d'autre part.

C. Accord à conclure avec les Etats bénéficiaires d'une assistance internationale

83. Lorsqu'une coopération technique à grande échelle est octroyée à un Etat partie, un accord sera conclu entre le Comité et l'Etat en question. Dans cet accord seront énoncés :

- a) l'étendue et la nature de la coopération technique octroyée;
- b) les obligations du gouvernement;
- c) les facilités, privilèges et immunités que le gouvernement devrait accorder au Comité et/ou à l'Unesco, aux biens, fonds et avoirs affectés au projet ainsi qu'aux fonctionnaires et autres personnes exerçant au nom du Comité et/ou de l'Unesco des activités se rapportant au projet.

84. Le texte d'un accord type a été adopté par le Comité.

85. Le Comité a décidé de déléguer son autorité au Président pour la signature de tels accords en son nom. Dans des circonstances exceptionnelles ou si des raisons pratiques le rendent nécessaire, le Président est autorisé à déléguer son autorité à cet égard à un membre du Secrétariat désigné par lui.

D. Mise en oeuvre des projets

86. Pour garantir une exécution efficace d'un projet pour lequel une coopération technique a été accordée au titre du Fonds du patrimoine mondial, le Comité recommande qu'un organisme unique - qu'il soit national, régional, local, public ou privé - soit chargé de l'exécution du projet dans l'Etat partie concerné.

IV. FONDS DU PATRIMOINE MONDIAL

87. Le Comité a décidé que les contributions offertes au Fonds du patrimoine mondial pour des campagnes d'assistance internationale et d'autres projets de coopération technique de l'Unesco concernant un bien inscrit sur la Liste du patrimoine mondial seront acceptées et utilisées comme une assistance internationale au sens de la section V de la Convention et en conformité avec les modalités établies pour l'exécution de la campagne ou du projet.

88. Les Etats parties à la Convention qui comptent verser des contributions pour des campagnes d'assistance internationale ou pour d'autres projets de coopération technique de l'Unesco concernant un bien inscrit sur la Liste du patrimoine mondial sont encouragés à verser leurs contributions au Fonds du patrimoine mondial.

89. Le règlement financier du Fonds est contenu dans le document WHC/7.

V. EQUILIBRE ENTRE LE PATRIMOINE CULTUREL ET LE PATRIMOINE NATUREL DANS LA MISE EN OEUVRE DE LA CONVENTION

90. Afin d'améliorer l'équilibre entre le patrimoine culturel et le patrimoine naturel dans la mise en oeuvre de la Convention, le Comité a recommandé que les mesures suivantes soient prises :

- a) L'assistance préparatoire aux Etats parties devrait être accordée en priorité pour :
- (i) l'établissement d'une liste indicative des biens culturels et naturels situés sur leur territoire susceptibles d'être inscrits sur la Liste du patrimoine mondial;
 - (ii) l'élaboration de propositions d'inscription de types de biens sous-représentés sur la Liste du patrimoine mondial.
- b) Les Etats parties à la Convention devraient fournir le nom et l'adresse de (des) l'organisation (s) gouvernemental (aux) principalement responsable (s) des biens culturels et naturels au Secrétariat afin qu'il puisse leur envoyer, lorsqu'il convient, copie de toute correspondance ou documents officiels.
- c) Les Etats parties à la Convention devraient réunir à intervalles réguliers, sur le plan national, les personnes responsables du patrimoine naturel et du patrimoine culturel afin qu'elles puissent examiner ensemble les questions relatives à la mise en oeuvre de la Convention. Cette recommandation ne s'applique pas aux Etats parties dans lesquels un organisme unique s'occupe à la fois du patrimoine culturel et du patrimoine naturel.
- d) Le Comité, profondément soucieux d'assurer un équilibre au sein du Bureau entre spécialistes du patrimoine naturel et spécialistes du patrimoine culturel, demande instamment que tout soit mis en oeuvre à l'avenir, lors de l'élection des membres du Bureau, pour garantir :
- (i) que la présidence ne soit pas tenue par des personnes spécialisées dans le même domaine -culturel ou naturel- pendant plus de deux années consécutives;
 - (ii) qu'au moins deux spécialistes du patrimoine culturel et au moins deux spécialistes du patrimoine naturel soient présents aux réunions du Bureau afin d'assurer l'équilibre et la crédibilité de l'examen des propositions d'inscription sur la Liste du patrimoine mondial.
- e) Les Etats parties à la Convention devraient choisir pour les représenter des personnes qualifiées dans le domaine du patrimoine culturel et du patrimoine naturel, conformément à l'article 9, paragraphe 3 de la Convention.

VI. AUTRES QUESTIONS

A. Utilisation de l'emblème du patrimoine mondial et du nom, du symbole ou de la représentation des sites du patrimoine mondial

91. A sa deuxième session, le Comité a adopté l'emblème du patrimoine mondial qui a été dessiné par M. Michel Olyff. Cet emblème symbolise l'interdépendance des biens culturels et naturels : le carré central étant une forme créée par l'homme et le cercle représentant la nature, les deux intimement liés. L'emblème est rond comme le monde, mais il symbolise aussi la protection. Le Comité a décidé que les deux versions proposées par l'artiste (voir annexe I) pouvaient être utilisées dans n'importe quelle couleur, en fonction de l'usage, des possibilités techniques et de considérations d'ordre artistique.

92. Cet emblème devrait être apposé sur tous les biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial, mais toutefois de façon à ne pas les enlaidir.

93. Les Etats parties à la Convention devraient prendre toutes les mesures possibles pour empêcher dans leur pays l'utilisation de l'emblème de la Convention et l'utilisation du nom du Comité et de la Convention par tout groupe ou à toute fin qui n'est pas expressément reconnu(e) et approuvé(e) par le Comité. L'emblème du patrimoine mondial ne devrait notamment pas être utilisé dans un but commercial à moins que le Comité n'ait donné son autorisation spécifique.

94. Le nom, le symbole ou la représentation de tout bien inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en totalité ou partie ne devraient pas être employés dans des buts commerciaux, à moins que l'Etat concerné n'ait accordé son autorisation écrite pour l'utilisation desdits noms, symboles ou représentations et que le texte exact ou la présentation n'aient obtenu l'agrément de cet Etat et autant que possible de l'autorité nationale spécialement concernée par la protection du site. Une telle utilisation devrait être conforme aux raisons pour lesquelles le bien a été placé sur la Liste du patrimoine mondial.

B. Règlement intérieur du Comité

95. Le règlement intérieur du Comité, adopté par le Comité lors de sa première session et amendé lors de ses 2e et 3e sessions, est contenu dans le document WHC/1.

C. Réunions du Comité du patrimoine mondial

96. Les années où se réunit l'Assemblée générale des Etats parties, la session ordinaire du Comité du patrimoine mondial devra se tenir dès que possible après cette Assemblée générale.

D. Publication de la Liste du patrimoine mondial

97. Une version mise à jour de la Liste du patrimoine mondial sera publiée tous les deux ans. La Liste du patrimoine mondial en péril et la Liste des biens pour lesquels une assistance internationale a été accordée (laquelle fera référence aux biens pour lesquels une coopération technique a été accordée mais ne mentionnera pas les assistances préparatoires accordées) seront publiées.

98. Le nom des Etats parties ayant proposé des biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial sera présenté dans sa forme imprimée sous le titre suivant : "Etat partie ayant soumis la proposition d'inscription conformément à la Convention".

E. Action au niveau national pour la promotion et le sensibilisation aux actions entreprises au titre de la Convention

99. L'attention des Etats parties est attirée sur les articles 17 et 27 de la Convention qui concernent la création de fondations ou associations publiques ou privées nationales dont le but serait d'encourager les libéralités en faveur de la protection du patrimoine mondial et l'organisation de programmes d'éducation ou d'information afin de renforcer le respect et l'attachement des peuples à ce patrimoine.